

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	50	30

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Participation de
l'employeur à la protection sociale
complémentaire - Débat

	Original Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--	---

N° Enregistrement : CC.2022.012

Date de la convocation :
Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTAINE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur POMA,

Prise en application de l'article 40 de la loi du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire impose la tenue d'un débat portant sur la protection sociale complémentaire, au sein des assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, dans un délai d'un an à compter de sa publication, soit au plus tard le 18 février 2022.

Rendue possible par la loi n°2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique, la participation des employeurs publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents était jusqu'à présent facultative. L'application de ce dispositif pour la fonction publique territoriale découlait du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 précitée a instauré, pour les trois versants de la fonction publique, une obligation de prise en charge, par les employeurs publics, de la protection sociale complémentaire de leurs agents, pour les risques « santé » et « prévoyance » selon un calendrier échelonné.

Les risques « santé » correspondent aux risques d'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique ainsi qu'à la maternité de l'agent. Ainsi, les garanties « santé » couvrent les frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident restant à la charge de l'agent après le remboursement de la part obligatoire versé par le régime de base de sécurité sociale.

Les risques « prévoyance » correspondent à ceux résultant de l'incapacité de travail, de l'inaptitude, de l'invalidité et du décès de l'agent.

Pour les employeurs territoriaux, la participation obligatoire entre en vigueur :

- Pour la prévoyance :
 - Au 1^{er} janvier 2025
 - Ne peut être inférieure à 20% d'un montant de référence fixé par décret
- Pour la santé :
 - Au 1^{er} janvier 2026
 - Ne peut être inférieure à 50% d'un montant de référence fixé par décret

A ce jour, les décrets sont toujours en attente de parution.

Sont éligibles à la participation obligatoire des employeurs territoriaux les contrats suivants :

- Les contrats collectifs à adhésion obligatoire des agents publics conclus après mise en concurrence, à la suite d'une négociation collective avec accord majoritaire,
- Les contrats à caractère collectif ou individuel après mise en concurrence, en l'absence d'accord collectif majoritaire.

Les dispositifs ouvrant droit à la participation, issus du décret n°2011-1474 du 08 novembre 2011 précité sont quant à eux maintenus :

- Les conventions de participation conclues par les centres de gestion, auxquelles les collectivités territoriales ont la faculté d'adhérer,
- Les contrats individuels souscrits personnellement par les agents, sous réserve qu'ils bénéficient d'un label, garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité.

I-ANALYSE DU DISPOSITIF RELATIF D'AIDE A LA PSC A LA CASA »

Sans attendre le caractère obligatoire de la participation, la CASA s'est engagée, dès 2013, dans une démarche volontaire de financement des garanties complémentaires, afin d'encourager l'adhésion aux couvertures complémentaires, améliorer la capacité d'accès aux soins médicaux et ainsi contribuer à l'amélioration de la santé au travail des agents.

Le dispositif est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013, fondé sur le principe de labellisation afin de laisser aux agents la possibilité de souscrire le contrat santé et/ou prévoyance de leur choix (délibération n° CC.2013.040 du 18 mars 2013).

Il s'applique à l'ensemble des agents de la collectivité : fonctionnaires, agents contractuels de droit public ou de droit privé, notamment les contrats aidés et apprentis.

La participation de la CASA prend la forme d'une aide modulée, calculée à partir du quotient familial du foyer fiscal de l'agent. Elle est versée mensuellement.

Par délibération n° CC.2019.059 du 1^{er} avril 2019, la CASA a décidé de réévaluer les montants de participation pour les 2 premières tranches de son barème, établi ainsi à compter du 1^{er} mai 2019 :

Montant annuel du revenu imposable pour une part (barème impôt 2021)	QF	Participation mensuelle (brute) Risque Santé	Participation mensuelle (brute) Risque Prévoyance
Jusqu' à 10 084 €	1	40 € (initialement 30 €)	15 € (initialement 10 €)
De 10 085 à 25 710 €	2	30 € (initialement 25 €)	15 € (initialement 10 €)
De 25 711 € à 73 516€	3	20 €	10 €
De 773 517 € à 158 122 €	4	5 €	5 €
Plus de 158 123 €	5	1 €	1 €

Le tableau ci-dessous indique le nombre d'agents bénéficiant d'aides à la PSC et le montant dont ils bénéficient au 1^{er} janvier 2021 :

Quotient familial	Participation mensuelle SANTE en brut	Nombre d'agents CASA concernés	Participation mensuelle PREVOYANCE en brut	Nombre d'agents CASA concernés
Q1	40€	38	15€	23
Q2	30€	201	15€	110
Q3	20€	32	10€	18
Q4	5€		5€	1
Q5	1€		1€	
Total		271 agents		152 agents

A – La complémentaire santé de agents de la CASA

Au 1^{er} janvier 2021, **271** agents de la CASA bénéficient de la participation financière de la collectivité au contrat santé soit **42%** de l'effectif total. *

Le montant moyen des cotisations de ces agents pour la complémentaire santé est **65 euros** par mois (couverture de base + options choisies par les agents). **

Selon le critère de modulation retenu par la CASA, la collectivité verse une participation en moyenne de **30,35 euros** brut par mois et par agent. Ce qui représente une participation en moyenne à hauteur de **46,7%** pour la complémentaire santé (avec les options choisies par les agents) par rapport au coût réel des cotisations santé. **

*Effectif total au 1^{er} janvier 2021 : 651

**Informations recueillies sur les formulaires de demande de participation des agents (Annexe 1)

Le tableau ci-dessous présente le niveau d'aide de la CASA par rapport à la cotisation mensuelle santé réelles :

Tranches en % aide financière CASA sur cotisation santé mensuelle	Nombre d'agents	Nombre d'agents en %
Supérieure ou égale à 51%	134	49,4%
Egale à 50%	7	2,6%
Inférieure ou égale à 49%	130	47,9%

Au 1^{er} janvier 2021, parmi les 271 agents qui bénéficient de l'aide de la CASA, **52%** d'entre eux touchent déjà une aide financière **supérieure ou égale à 50%** du montant de leur cotisation mensuelle. Parmi les agents qui bénéficient d'une aide financière de la CASA inférieure à 49% du montant de leur cotisation mensuelle, les participations sont réparties comme suit :

Participation/mois	Nombre d'agents concernés
40€	7
30€	93
20€	30 ¹

¹Sur la base d'une participation minimale de 30€ par agent, il faudrait rehausser la participation de 30 agents soit $30 \times 10 \times 12 = 3\,600\text{€}/\text{an}$.

Le coût total actuel de la participation financière aux contrats de santé **pour l'ensemble de ces 271 agents** s'élève à **98 688 euros pour l'année 2021**.

B – La prévoyance/ garantie maintien de salaire des agents de la CASA

Au 1^{er} janvier 2021, **152** agents de la CASA bénéficient de la participation financière au contrat de prévoyance soit **23,8%** de l'effectif total. *

Le montant moyen des cotisations mensuelles pour des contrats de ces agents est de **44 euros** par mois. **

Selon le critère de modulation retenu par la CASA, la collectivité verse une participation en moyenne de **14,40 euros** brut par mois et par agent. Ce qui représente une participation en moyenne à hauteur de **35,48%** pour la complémentaire prévoyance par rapport au coût réel des cotisations maintien de salaire.

*Effectif total au 1^{er} janvier 2021 : 651

**Informations recueillies sur les formulaires de demande de participation des agents (Annexe 1)

Au 1^{er} janvier 2021, parmi les 152 agents qui bénéficient de l'aide de la CASA, **86,8%** d'entre eux touchent déjà une aide financière **supérieure ou égale à 20%** du montant de leur cotisation mensuelle.

Le tableau ci-dessous présente le niveau d'aide de la CASA par rapport aux cotisations mensuelles maintien de salaire réelles :

Tranches en % aide financière CASA sur cotisation santé mensuelle	Nombre d'agents	Nombre d'agents en %
Supérieure ou égale à 20%	132	86,8%
Inférieure ou égale à 19%	20	13,2%

En envisageant une participation financière à hauteur de 20% pour les 13,2% des agents qui bénéficient actuellement d'une participation inférieure ou égale à 19% de leur cotisation, le budget supplémentaire de la CASA serait de 85 euros par mois soit 1 020 euros par an. *(Calcul de la différence entre la participation actuelle et ce qu'elle serait à 20%)*

Le coût total de la participation financière au contrat de prévoyance **pour l'ensemble de ces 152 agents** s'élève à **26 568 euros pour l'année 2021**.

II – EVOLUTION DE L'AIDE FINANCIERE DE LA CASA

A – Complémentaire santé

1 – Evolution des montants de la participation financière de la CASA depuis 2013

Niveau de coefficient familial constaté au 01/01 de l'année (tranches fixées par le ministère des finances chaque année)	Montant de l'aide brute par mois * En 2013	Montant de l'aide brute par mois * En 2021
QF 1	30	40
QF 2	25	30
QF 3	20	20
QF 4	5	5
QF 5	1	1

**dans la limite du montant de la cotisation*

2- Evolution des demandes de participation financières de la CASA depuis 2013 en nombre d'agents

Niveau de CF	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
QF 1	9	4	6	36	32	40	35	37	38
QF 2	34	38	45	155	183	203	178	212	201
QF 3	78	87	103	12	11	21	18	24	32
QF 4	7	7	9	0	0	0	0	0	0
QF 5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	128	136	163	203	226	264	231	273	271

B – Prévoyance / maintien de salaire**1 – Evolution des montants de la participation financière de la CASA depuis 2013**

Niveau de coefficient familial constaté au 01/01 de l'année (tranches fixées par le ministère des finances chaque année)	Montant de l'aide brute par mois * En 2013	Montant de l'aide brute par mois * En 2021
QF 1	10	15
QF 2	10	15
QF 3	10	10
QF 4	5	5
QF 5	1	1

**dans la limite du montant de la cotisation*

2- Evolution des demandes de participation financières de la CASA depuis 2013 en nombre d'agents

Niveau de CF	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
QF 1	3	1	3	14	10	20	18	21	23
QF 2	11	12	18	79	90	105	90	120	110
QF 3	47	49	55	5	6	12	8	14	18
QF 4	4	4	6	0	0	0	0	0	1
QF 5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	61	66	82	98	106	137	116	155	152

III – RETOUR ET ANALYSE DE L'ENQUETE CASA RELATIVE A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DE L'ENSEMBLE DES AGENTS

Actuellement, la CASA participe à la PSC de ses agents lorsqu'ils en font la demande. Cependant, la réforme de la PSC dans la Fonction Publique renforce l'implication des employeurs publics en matière de santé et de prévoyance pour tous les agents de la Fonction Publique et rend obligatoire la participation employeur.

Aussi, la CASA a-t-elle souhaité faire une enquête au sein de la collectivité afin d'interroger l'ensemble des agents sur leurs couvertures santé et prévoyance dans le but d'améliorer l'accompagnement de la collectivité dans ce domaine.

Taux de participation sur les 620 agents interrogés : 53%, soit 328 agents.

A – La complémentaire santé des agents de la CASA

- L'enquête démontre que **97%** des agents de la CASA interrogés (318 agents) ont un contrat de mutuelle santé pour un coût mensuel moyen de **70 euros** (contrat de base + options choisies par les agents).

Parmi les agents qui ont une mutuelle (318) :

- a) 23,5 % n'ont pas sollicité l'aide financière de la CASA car ils ont souscrit un contrat non labellisé, soit 77 agents
 - b) 60,1 % bénéficient de la participation financière de la CASA à la PSC, soit 197 agents
 - c) 13,4 % ont une mutuelle de groupe du/de la conjoint (e), soit 44 agents
 - d) Aucun agent ne bénéficie de la CMU (Couverture Maladie Universelle) ou de l'ACS (Aide à l'Acquisition d'une Complémentaire Santé)
- L'enquête démontre également que 3% des agents de la CASA interrogés (10) n'ont pas de complémentaire santé.

Parmi eux :

- a) 90% trouvent que malgré l'aide financière de la CASA le reste à charge reste trop élevé, soit 9 agents
- b) 10% estime que cela ne leur est pas utile, soit 1 agent

Nous constatons qu'environ un quart des personnes interrogées (77) ne bénéficie pas de la participation financière de la CASA. Nous pouvons répartir ces agents comme suit :

Catégorie	Nombre d'agents en %	Moyenne d'âge
A	18,8%	49 ans
B	19,5%	43 ans
C	61,7%	45 ans

Le coût de l'aide pour les 77 agents qui ne demandent actuellement pas de participation car ils ont souscrit un contrat non labellisé serait d'environ de 27 720 € par an (77X12X30) sur la base d'une participation de 30€ par mois.

B – La prévoyance/maintien de salaire des agents de la CASA

- L'enquête démontre que 42,4% des agents de la CASA interrogés (139 agents) ont un contrat de prévoyance garantie maintien de salaire pour un coût mensuel moyen de 57 euros (contrat de base + options choisies par les agents).

Parmi les 139 agents qui ont un contrat de prévoyance :

- a) 71,2% bénéficient de l'aide financière de la CASA, soit 99 agents
- b) 28,8% n'ont pas sollicité la participation financière de la CASA car ils ont souscrit un contrat non labellisé, soit 40 agents

- L'enquête démontre également que 57,6% des agents de la CASA interrogés (189 agents) n'ont pas de contrat garantie maintien de salaire.

Parmi eux :

- a) 38,1% trouvent que malgré l'aide financière de la CASA, le complément à charge reste trop élevé, soit 72 agents
- b) 19% estiment qu'un contrat de prévoyance n'est pas utile, 36 agents
- c) 42,9% ne se sont pas prononcés, soit 81 agents

Nous constatons qu'environ un tiers des personnes interrogées (40) ne bénéficient pas de la participation financière de la CASA. Nous pouvons répartir ces agents de la manière suivante :

Catégorie	Nombre d'agents en %	Moyenne d'âge
A	34,4%	48 ans
B	18,8%	50 ans
C	46,8%	45 ans

Le coût de l'aide pour les 40 agents qui ne demandent actuellement pas de participation car ils ont souscrit un contrat non labellisé serait d'environ 4 320 € par an (40X12X9) sur la base d'une participation de 9€ par mois.

IV – DISPOSITIF PSC CASA : LE BUDGET

Budget de la CASA en 2021 relatif à la PSC

	Nbre d'agents	Participation moyenne CASA	Coût annuel participation*
Participation contrat santé	271	46,7%	98 688€
Participation contrat prévoyance	152	32,5%	26 266€
Total			124 953€

*base contrat santé 65€/mois et 44€/mois pour la prévoyance

Coût supplémentaire du dispositif PSC à prévoir pour l'ensemble des effectifs de la CASA en 2026

	Nbre d'agents	Coût annuel supplémentaire
Participation contrat santé, base 30€/mois	317*	114 120€
<i>Suite parution décret santé base 15€/mois</i>	317*	57 060€
Participation contrat prévoyance, base 9€/mois	499**	53 892€
Total coût supplémentaire PSC		168 012€, suite décret santé 110 952€

*base tableau des effectifs au 01/01/2021 soit 651 agents moins 271 agents bénéficiaires de l'aide de la CASA actuellement mois 51 agents souscrivant un contrat de groupe par leur conjoint(e)

**base tableau des effectifs au 01/01/2021 soit 651 agents moins 152 agents bénéficiaires de l'aide de la CASA actuellement

Coût total du dispositif PSC à prévoir pour l'ensemble des effectifs de la CASA en 2026

	Nbre d'agents	Coût annuel
Participation contrat santé, base 30€/mois	588*	211 680€
<i>Suite parution décret santé base 15€/mois</i>	588*	105 840€
Participation contrat prévoyance, base 9€/mois	651	70 308€
Total coût PSC		281 988€, suite décret santé 176 148€

*base tableau des effectifs au 01/01/2021 soit 651 agents actuellement mois 51 agents souscrivant un contrat de groupe par leur conjoint(e)

Sollicitée par les partenaires sociaux, l'administration a mené, au cours de l'année 2021, une étude sur le dispositif actuel et ses perspectives d'évolution. Le barème appliqué par la collectivité au profit de ses agents se révèle avantageux en comparaison des montants appliqués par les autres Villes du Département.

La CASA demeure désormais dans l'attente de la parution des décrets pris en application de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire afin d'évaluer la conformité de son barème aux obligations qui s'imposeront aux collectivités territoriales et travailler, le cas échéant, à la réévaluation de sa participation.

A titre d'information et dans le souci de maintenir l'équité entre les agents de droit public et les agents de droit privé des régies Envibus, Eau potable et assainissement, un rappel du dispositif obligatoire privé :

En application conjointes des dispositions de la loi n°2013-504 en date du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi et des dispositions de l'article L.911-1 du Code de la Sécurité sociale, la CASA a mis en place, par décision unilatérale, des garanties collectives, en complément de celles qui résultent de l'organisation de la sécurité sociale. Le niveau de garanties choisi est le GE3 à 0.97% du Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale en cotisation « isolé », ce qui représente 30,75 € / mois / salarié. **Sur ce montant, la CASA prend à sa charge 50% pour chaque salarié, soit une participation mensuelle de 26 €.**

Il est demandé au Conseil communautaire de prendre acte qu'un débat sur la protection sociale complémentaire a eu lieu.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, PREND ACTE qu'un débat sur la protection sociale complémentaire a eu lieu.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_012
Nature : DE - Deliberations
Objet : Participation de l'employeur à la protection sociale
complémentaire - Débat
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : FxZhJzH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_012-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_012
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire - Débat
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_012-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N